

*Article 21 du Règlement***LE LOGEMENT****LES BESOINS DE LOGEMENTS POUR LA POPULATION
AUTOCHTONE URBAINE**

M. Cyril Keeper (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le Président, la Conférence internationale des sans-abri s'est terminée sans que le gouvernement annonce quelque mesure que ce soit. Nous nous attendions à l'annonce d'une abondance de mesures pour régler les multiples problèmes qui ont été abordés à la conférence. Le gouvernement manque peut-être tout simplement d'idées ou il ne sait pas quoi faire. Je voudrais lui suggérer des idées dans un domaine au moins.

Prenons le cas des logements urbains pour les autochtones, où les besoins sont criants. Le gouvernement ne sait-il pas que l'infrastructure est en place pour fournir des logements? Nous avons environ 80 sociétés d'habitation urbaine pour les autochtones un peu partout dans le pays qui offrent 1 000 logements à l'heure actuellement. Pourquoi le gouvernement ne double-t-il pas le nombre de logements à 2 000 pour surmonter la crise? Il prouverait ainsi qu'il a pour priorité de répondre aux besoins et qu'il est prêt à passer des paroles aux actes.

C'est maintenant le temps d'agir, monsieur le Président. J'espère que le gouvernement s'occupera en priorité des sans-abri et qu'il reconnaîtra qu'il peut prendre des mesures concrètes et immédiates pour la population autochtone urbaine.

* * *

[Français]

LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RÉGIONAL**LA RÉGION DE LA PETITE-NATION—LA PERFORMANCE DU
GOUVERNEMENT**

Mme Lise Bourgault (Argenteuil—Papineau): Monsieur le Président, vendredi dernier, le ministre de l'Emploi et de l'Immigration est venu annoncer à Papineauville, dans ma belle circonscription, la participation de 19 municipalités au programme Développement des collectivités.

Grâce à ce programme, un centre d'aide aux entreprises sera mis en place dès le 1^{er} novembre prochain ainsi que 1.5 million de dollars en fonds disponibles permettant aux entreprises de recevoir sur place des services techniques et consultatifs, de même qu'une aide sous forme de prêts pouvant aller jusqu'à 75 000 \$. De plus, un comité d'aide au développement des collectivités formé de douze personnes recevra un fonds de 200 000 \$ pour analyser de façon réaliste les possibilités de développement et de diversification de l'économie rurale.

Monsieur le Président, voilà un autre exemple de la réussite de notre gouvernement dans sa lutte contre le chômage, surtout chez les jeunes, et voilà un autre exemple de l'engagement de notre gouvernement envers l'entreprise privée.

Grâce à ce programme, la région de la Petite-Nation pourra relever le défi du plein emploi et assurer son développement

économique et social. Une des meilleures nouvelles, monsieur le Président, que la région de Papineau n'avait pas reçue depuis la dernière décennie, et c'est grâce à un gouvernement conservateur que cela a été rendu possible!

* * *

● (1410)

[Traduction]

LA SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE**LA NÉCESSITÉ D'ACCROÎTRE LE FINANCEMENT**

M. Maurice Foster (Algoma): Selon les résultats d'un sondage rendu public la semaine dernière, monsieur le Président, quelque 33 p. 100 des céréaliculteurs et des producteurs de cultures industrielles s'attendent à devoir abandonner leur exploitation d'ici deux ans. Ce sondage aux résultats dévastateurs a été effectué dans toutes les régions du pays. Il survient à un moment où le gouvernement ne fait rien pour assurer de nouveau la sécurité et la solvabilité financières de la Société du crédit agricole.

La Société du crédit agricole a enregistré en avril dernier une participation négative de 124 millions de dollars, et le gouvernement n'a pris depuis aucune initiative. Comment la Société, qui a été conçue pour venir en aide aux agriculteurs canadiens qui éprouvent des difficultés financières, pourrait-elle le faire alors qu'elle-même n'a plus le sou et que le gouvernement n'a rien fait depuis six mois?

* * *

L'ÉCONOMIE**LA CROISSANCE DE 1984 À 1987**

M. John A. MacDougall (Timiskaming): Depuis septembre 1984, Monsieur le Président, le gouvernement applique un programme de renouveau économique qui a donné d'excellents résultats partout au Canada. La liste de ses succès comprend la création de 907 000 emplois, dont plus de 80 p. 100 d'emplois à plein temps, un taux de chômage qui est tombé de 11,7 à 8,8 p. 100, des taux d'intérêt qui sont les plus bas depuis de nombreuses années, le nombre de nouvelles mises en chantier le plus élevé depuis huit ans, une consommation et une confiance qui sont à la hausse, et des investisseurs qui se réjouissent du retour à un environnement économique stable.

Compte tenu de notre détermination à réduire le déficit, les Canadiens ont vu celui-ci tomber de 38,3 milliards de dollars, le niveau sans précédent enregistré au cours de la dernière année du gouvernement libéral, à 29,3 milliards de dollars au cours de la présente année financière. C'est la troisième année consécutive au cours de laquelle le déficit enregistre une baisse au cours des trois dernières décennies.